

Pays : Pologne

Comission : Sommet UE – MERCOSUR – ACEUM

Problématique : “Quel futur pour les relations de coopération transatlantiques face aux transformations géopolitiques récentes?”

La Pologne est un pays de l'Europe de l'Est, elle a pour capitale Varsovie et possède une ouverture sur la mer Baltique. Elle est voisine de Kaliningrad, une partie du territoire russe séparée du reste du pays, de la Lituanie au nord-est, la Biélorussie et l'Ukraine à l'est, la Slovaquie au sud, la République Tchèque au sud-ouest ou encore l'Allemagne à l'ouest. La Pologne est le 40ème pays le plus peuplé au monde. Elle est devenue membre à part entière de l'Union Européenne le 1er mai 2004 et est membre de l'ONU depuis le 24 octobre 1945. La Pologne est une république possédant un régime semi-présidentiel (présence d'un chef de l'État au pouvoir fort ainsi que d'un mécanisme parlementaire) dirigé par Andrzej Duda, président de la République depuis le 6 août 2015 et le chef du gouvernement, Mateusz Morawiecki depuis décembre 2017. La Pologne est indépendante depuis plusieurs décennies malgré plusieurs occupations étrangères traumatisantes.

Les relations transatlantiques sont anciennes et restent aujourd'hui encore très fortes aussi bien économiquement que stratégiquement voire culturellement. Des deux côtés de l'Océan, les Etats se sont rassemblés dans des structures économiques :Alena, Mercosur ou bien encore Union Européenne.

Bien que la Pologne n'ait pas d'accès géographique direct à l'océan Atlantique elle joue, en tant que 5ème puissance économique européenne, un rôle important dans la coopération transatlantique entre l'UE et l'ACEUM/Mercosur. Elle compte parmi les leaders européens de production de viande de porcs et de bovins (560.000 tonnes de bœuf par an, dont 85 % sont exportés). De plus, la Pologne est le 1er producteur de volaille d'Europe (2,097 millions de tonnes

équivalent carcasse en 2021). La transformation de viande de volaille représente à elle seule un tiers du chiffre d'affaires de l'industrie nationale. Or l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur prévoit l'ouverture du marché européen à de nombreux produits sud-américains notamment du bœuf brésilien. Ensuite, sur un plan plus stratégique, elle accueille 10 000 soldats américains sur son sol dans le cadre de l'OTAN dans un contexte de tensions avec ses voisins biélorusses et russes ainsi que de guerre à sa frontière. Enfin, la Pologne étant membre de l'UE a dû se plier aux exigences des institutions européennes sur la question de la primauté du droit européen sur les droits nationaux.

D'abord, d'un point de vue stratégique, la Pologne subit la menace de la Russie pays frontalier de par son enclave militarisée de Kaliningrad au Nord et de la Biélorussie, pays frontalier à l'est. Cette menace sur un ancien pays du bloc de l'Est qui a connu l'oppression soviétique est inacceptable pour le peuple polonais. Cette pression militaire et politique est réelle comme on a pu le voir dans le cas du voisin Ukrainien qui a été agressé et que la nation polonaise soutient en accueillant 1 millions et demi de civils ukrainiens mais aussi en envoyant régulièrement des armes et du ravitaillement. Ensuite, évoquons le sujet de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur. Cet accord implique l'ouverture du marché européen à de nombreux produits sud-américains notamment du bœuf et de la volaille. En tant que principale producteur et transformateur de viande en Europe, la Pologne redoute un effet de concurrence déloyale. En effet, ce sont 99 000 tonnes de bœufs et 180 000 tonnes de volailles qui vont être déversées sur le marché européen de la viande. Devant l'importation de telles quantités, le risque est ainsi de créer une concurrence déloyale avec la venue sur le sol européen de produits à base de bœuf aux hormones ou d'organismes génétiquement modifiés non autorisés. A ces éléments qui peuvent aboutir à une concurrence déloyale on peut aussi ajouter les différences de normes sanitaires : le gouvernement Bolsonarien avait déjà homologué 239 pesticides entre son entrée en fonctions en janvier 2019 et fin juin de la même année. Une cargaison de soja a même été bloquée aux frontières russes en février 2019 pour avoir dépassé les limites autorisées de résidus de glyphosate. Pour finir,

cet accord de libres échanges va à l'encontre de la démarche écologiste que prône l'UE et que nous devons à présent suivre car selon une étude de l'INPE, 60 % du bœuf brésilien peut être associé à la déforestation illégale de l'Amazonie qui est pourtant un poumon de la planète et un réservoir de biodiversité. Enfin sur l'aspect du respect des institutions, la Pologne souhaite évidemment maintenir l'équilibre du continent sud-américain. Elle comprend cependant la volonté de certains dirigeants de vouloir réformer leurs institutions vieillissantes pour moderniser et accroître l'efficacité de leur gouvernement. Elle a elle-même dû faire face à certaines formes d'ingérences de l'UE pour la pousser à abandonner son projet de réforme de la justice.

Pour conclure la Pologne souhaite proposer des solutions sur les différents thèmes abordés précédemment. Sur le volet de la sécurité nationale, elle demande donc à ses partenaire et alliés étrangers de l'aider à se prémunir de toute agression. Pour cela, la Pologne propose notamment aux Etats Unis d'implanter une base permanente en Pologne qui serait financée à hauteur de 2 milliards d'euros par le gouvernement polonais. Elle demande aussi l'extension du programme européen d'incitation à la recapitalisation (ERIP) auquel ont accès de nombreux pays du pacte de Varsovie mais pas la Pologne et qui permet à ces pays de se rééquiper avec des équipements occidentaux récents plutôt que de rester avec des armes soviétiques vieillissantes qui les maintiennent dépendant de la Russie. Sur l'aspect économique l'UE pourrait activer une clause de sauvegarde et réduire temporairement les quotas d'importation de viande afin de protéger les agriculteurs et les éleveurs européens et polonais. L'UE pourrait aussi augmenter les taxes sur les produits carnés importés via l'accord de libre-échange et reverser les sommes obtenues aux éleveurs. Enfin sur le respect des institutions, la Pologne propose la création d'un conseil de surveillance de la stabilité sud-américaine.